

## Enquête (3)

# Sociogenèse du « Front de gauche »

*Savoir/agir : Qu'est-ce qui vous a conduits à rejoindre le Front de gauche ?*

Nous n'avons pas été parmi les premiers. Nous l'avons fait après réflexion et discussion. Mais nous avions déjà travaillé auparavant avec le Front de gauche ou certaines de ses composantes. Pour nous, le processus a commencé après les grandes manifestations de 1995.

Le fait que nous publions un journal, *La Forge*, permet de retracer le processus car les choses sont écrites. Nous avons depuis longtemps deux préoccupations. La première, c'est la compréhension de la politique néolibérale. Elle produit des changements dans l'affrontement politique. C'est en 1995 que cette question est posée pour la première fois en France. Comme nous avons beaucoup de liens avec des partis d'Amérique latine, nous étions habitués à raisonner en termes de lutte contre le néolibéralisme. Nous en discutons depuis des années avec eux, principalement avec nos camarades équatoriens et colombiens. L'Équateur est le cas le plus intéressant pour nous car nous avons des contacts avec un parti qui est capable de mobiliser dans la rue mais qui a aussi participé au gouvernement, sous la présidence de Gutierrez<sup>1</sup>. La possibilité

ENTRETIEN AVEC VÉRONIQUE LAMY ET CHRISTIAN PERRIEL, PORTE-PAROLE DU PARTI COMMUNISTE DES OUVRIERS DE FRANCE (PCOF, À PRONONCER PÉCOF)

Propos recueillis par Frédéric Lebaron et Louis Weber

de discuter de cette expérience a constitué une chance énorme pour nous, même si le contexte est très différent du nôtre.

La deuxième, c'est la dimension internationaliste de notre activité, comme dimension de notre lutte contre le système impérialiste et plus particulièrement l'impérialisme français. À l'époque, on ne parlait pas de néolibéralisme en Afrique. L'adversaire, c'étaient le FMI et la Banque mondiale, avec leurs plans d'ajustement structurel. La question de la domination impérialiste, de la dette qui en est un élément et un instrument, font partie de nos réflexions depuis toujours.

Pour nous, la politique néolibérale n'est pas autre chose que la poursuite de ce que nous appelons la politique impérialiste. Mais elle a des caractéristiques propres. Il y a certes des débats à ce sujet. Mais pour nous, la matrice, c'est le capitalisme

1. Gutierrez, président de 2003 à 2005. Edgar Isch, du Mouvement patriotique démocratique

(MPD) sera ministre de l'Environnement. Il démissionnera du gouvernement en août 2003, en désaccord avec la politique menée.

et l'impérialisme, cadre dans lequel les politiques menées peuvent varier. Le néolibéralisme est une de ces politiques.

Avec la grande grève des cheminots en 1995, ces thèmes commencent à être diffusés dans les luttes en France. Le mouvement ouvrier montrait qu'il était bien là et confirmait le rôle central de la classe ouvrière. Ce qui posait une question, que nous avons abordée dès 1991 : « C'est quoi, la classe ouvrière aujourd'hui ? »<sup>2</sup>. C'était l'époque où fleurissaient les théories et les livres sur la fin de la classe ouvrière. Nous avons donc décidé de revenir aux fondamentaux, c'est-à-dire à Marx, à travers un travail d'éducation et d'étude. La création de richesses, la plus-value, la définition que nous voulons scientifique de la classe ouvrière. Nous comprenons à ce moment-là que l'industrie du transport produit de la plus-value et que les travailleurs des transports font donc partie de la classe ouvrière. Les postiers aussi mais pas les enseignants, qui participent à l'entretien de la force de travail. Nous le pressentions, certes... mais là nous avons l'occasion de le démontrer en quelque sorte.

*Savoir/agir : N'est-ce pas un peu téléologique, ce sont les cheminots qui luttent, comme nous pensons que c'est le rôle de la classe ouvrière, nous décrétons que les cheminots sont des ouvriers...*

2. Un premier texte, sur « la technique en système capitaliste » est paru en mai 1995, en tant que texte préparatoire au 4<sup>ème</sup> congrès, en mars 1995. Celui-ci a notamment adopté la « contribution au bilan du socialisme en URSS, étude de la base économique et de la superstructure ». La réflexion sur la classe ouvrière s'est poursuivie et a été synthétisée dans la brochure « Étude sur la technique en système capitaliste », (1997). (« Nous avons tenu à révéifier le rôle décisif de la classe ouvrière dans le processus de production. [...] Nous nous sommes efforcés de tenir compte des évolutions technologiques, notamment celles qui sont liées à l'électronique et à l'informatique »).

En fait non parce que nos travaux se sont situés avant le mouvement de 1995, qui en a été une confirmation. Nous avons des camarades qui travaillent dans le secteur du transport, notamment à la RATP. En 1981, il y a eu une vague d'embauches dans les ateliers d'entretien du RER, comme celui de Massy-Palaiseau. Le syndicat CGT des ouvriers d'entretien – le GISO – y était influent. Il s'agit d'une classe ouvrière jeune, des ouvriers ayant une formation, acquise notamment au CFA interne à la RATP, qui existait encore à l'époque. De plus, la RATP est une famille, y compris parce que beaucoup de salariés y sont de père en fils si l'on peut dire. Tous, étaient à l'aise avec l'informatique<sup>3</sup>, ce qui était assez nouveau dans les années 1980. Ils sont ouverts sur la société et prêts à discuter de questions très générales. La section CGT qui s'occupe de la bibliothèque, a fait venir Yves Coppens. Il est intervenu dans le cadre d'une exposition réalisée par les salariés sur l'histoire de l'humanité. Le but de ce travail était de donner une vision historique de l'évolution des sociétés, au moment où l'effondrement de l'URSS était assimilé à l'effondrement du communisme et était censé prouver que l'histoire s'arrêterait avec le capitalisme. Pour nous, ce qui s'est effondré en URSS n'était pas le communisme, mais ce que nous qualifions de révisionnisme et l'idée était de revenir aux sources de la lutte de classe et de l'histoire longue de l'humanité.

Il s'agissait à la fois de réaffirmer la place centrale de la classe ouvrière, ou plus précisément de vérifier qu'il en est toujours ainsi. Ce qui revenait à nous

3. Les trains – les MI 79 – ont la particularité de faire largement appel à l'électronique et à l'informatique.

interroger sur nos objectifs, pourquoi nous existons, en tant que Parti communiste qui se réclame de la classe ouvrière.

Tout ceci pour revenir à la question initiale : pourquoi le Front de gauche ? Encore une fois, 1995 a montré pour nous la nécessité de construire des fronts. En effet, il y avait là un puissant mouvement, mais pas de débouché politique.

*Savoir/agir : Pour préciser la question: les groupes politiques très à gauche – vous récusez pour vous le terme d’extrême-gauche – ont eu historiquement tendance à considérer les socialistes, même de gauche, comme des révisionnistes et de ne pas chercher à discuter avec eux...*

C’est une question à la fois politique et idéologique. Quand on se dit parti révolutionnaire et communiste, on est convaincu que ce n’est pas le parti qui fait la révolution mais les « masses ».

En 1917, ce sont les masses qui ont fait la révolution, avec les millions et les millions de soldats en armes, d’ouvriers et de paysans. Sinon, c’est un *putsch*. Cette question est vive en Afrique par exemple. Au Burkina Faso, la prise de pouvoir de Sankara était un *putsch*. Cela peut momentanément régler certains problèmes mais pas tous les problèmes. Et surtout pas le problème de fond, l’implication des masses, notamment dans ce cas précis celles de la paysannerie qui constitue l’essentiel de la population. Ces masses restent alors influencées par des courants politiques et idéologiques divers. C’est particulièrement vrai dans un pays comme le nôtre où il est clair qu’il ne suffit pas de décréter la révolution pour qu’elle ait lieu. Il y a une double nécessité : mener une bataille politique et travailler à l’unité, celle des travailleurs, celle du peuple. C’est précisément là que

se pose la question du front. Le problème de l’alliance de la classe ouvrière et du peuple prend des formes de plus en plus concrètes. C’est vrai dans la réalité de la lutte sociale et politique. Pour un petit parti comme le nôtre, nous avons besoin, outre l’apport de la théorie, de la connaissance pratique par le travail sur le terrain. C’est pourquoi, la question du travail de front est présente depuis toujours dans notre réflexion.

*Savoir/agir : Pourriez-vous à ce propos rappeler brièvement comment le PCOF s’est constitué ?*

Nous venons du PCMLF<sup>4</sup> qui s’inscrivait dans le courant marxiste-léniniste ayant rompu avec le révisionnisme khrouchtchévien. Mais ce parti a assez vite été gagné par ce que nous appelons le maoïsme. Notre rupture s’est faite sur le maoïsme, plus précisément sur la théorie des trois mondes<sup>5</sup>. Nous la trouvions carrément réactionnaire. Quand on nous a expliqué au moment où nos camarades iraniens se faisaient assassiner par la Savak, la police politique du Shah, que l’Iran faisait partie du troisième monde et était donc une alliée dans le combat contre le révisionnisme soviétique, nous ne pouvions pas être d’accord. Historiquement, c’est l’organisation de Strasbourg du PCMLF qui a rompu avec le reste de ce parti, au congrès du PCMLF

4. Parti communiste marxiste-léniniste de France, fondé en décembre 1967, interdit en juin 1968.

5. Théorie développée par la Chine après la rupture avec l’URSS. Le premier monde, ce sont les deux superpuissances, l’URSS et les États-Unis. Le deuxième, ce sont les pays développés, liés aux superpuissances par un rapport de dépendance. Les pays en voie de développement et la Chine constituent le troisième monde. Ils ont des intérêts communs, reposant sur la lutte contre l’hégémonie du premier monde.

– le deuxième – en 1975. Il y a eu ensuite la phase de l'Organisation pour la reconstruction du Parti communiste de France (ORPCF), phase au cours de laquelle d'autres organisations du PCMLF, comme celle de Bordeaux, ou des camarades isolés, ainsi que des camarades de l'ancienne Gauche prolétarienne (qui avaient refusé son autodissolution en 1974) nous ont rejoints.

*Savoir/agir : On vous qualifie parfois d'albanais...*

Nous avons toujours eu des relations avec le Parti du Travail d'Albanie. Mais nous récusons le qualificatif « albanais », qui nous a été collé. C'est une mauvaise habitude en France : quand il y a débat, on aime bien utiliser des qualificatifs qui stigmatisent mais surtout qui ferment la discussion. Ils empêchent d'aller plus loin pour faire apparaître ce qu'il y a réellement derrière les références, les concepts.

*Savoir/agir : Pouvez-vous dire deux mots de la Conférence internationale de partis et organisations marxistes-léninistes à laquelle vous participez ?*

Nous nous réunissons à peu près tous les ans, la dernière fois, c'était en Tunisie où nous avons un membre très actif, le PCOT devenu récemment le Parti du Travail de Tunisie. En tout, il y a une vingtaine de partis et d'organisations : d'Amérique latine (Brésil, Venezuela, Colombie, Mexique, Équateur, République dominicaine, avec notamment le problème des *maquiladores*, ces usines installées dans des zones franches ; d'Afrique (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Tunisie, Maroc) ; d'Europe (Espagne, France, Allemagne, Italie,

Grèce, Danemark, Norvège), ainsi que la Turquie et l'Iran. Ces réunions nous donnent l'occasion de faire régulièrement le point sur la situation et le développement du mouvement ouvrier et populaire et notamment sur les politiques de front populaire dans ces différents pays. En Tunisie, nous avons eu l'occasion de discuter avec des forces qui sont membres du Front populaire qui a été récemment fondé<sup>6</sup>. Nos camarades de Turquie ont aussi créé un front politique avec des organisations kurdes et des organisations de gauche de Turquie. En Espagne, cette question est aussi posée. Elle doit tenir compte des divergences concernant l'appréciation de la « transition » post-franquiste. Mais un large accord existe sur la question de la nécessité d'une république qui rompe avec l'héritage du franquisme et qui réponde, dans son contenu politique et social au mouvement social, très actif en ce moment. Ces expériences nous font dire qu'en France, un des problèmes du Front de gauche est la relative faiblesse de son activité internationale

*Savoir/agir : Revenons à votre conception des fronts...*

Cela fait partie selon nous du travail politique qu'il faut mener. Pour nous, c'est une nécessité de la transformation sociale dans notre pays et ailleurs. L'unité a pour nous une double signification : les intérêts de la classe ouvrière doivent être représentés et non mis au second plan ; en même temps, l'unité ne peut pas se faire uniquement autour des intérêts de la classe ouvrière. Elle doit aussi prendre en compte les exigences de toutes les

6. Chokri Bellaïd, assassiné le 7 février dernier, était un des dirigeants du Front populaire de Tunisie.

couches victimes de la politique néolibérale, ou sociale-libérale.

*Savoir/agir* : C'est un front de classe ?

**Christian Pierrel** : Nous disons plutôt un front populaire. À notre congrès de janvier 2011, nous avons adopté notre programme de front « Pour un Front populaire révolutionnaire maintenant ! »<sup>7</sup>. Mais nous avions déjà une plateforme de ce type auparavant. La question posée était en effet celle du débouché politique de la contestation sociale. Celle-ci va de plus en plus loin, du fait même du néolibéralisme et de l'ampleur des attaques contre les droits démocratiques, sociaux, politiques. La grande expérience pour nous de la nécessité et de la possibilité d'élaborer une alternative de rupture avec le néolibéralisme, a été la campagne de 2005 contre le Traité Constitutionnel Européen (TCE).

Qu'avons-nous mis en avant pour notre part ? D'abord l'originalité de cette expérience politique. Il existait plusieurs centaines de collectifs locaux. Après la victoire du « non », les collectifs ont continué à travailler. Ils ont discuté

d'une plateforme, « la Charte pour une alternative au libéralisme »<sup>8</sup>. Comment a-t-elle été élaborée ? Il existait un collectif national dont nous faisons partie. Nous étions aussi bien sûr dans les collectifs locaux. Il y a eu un mécanisme de va-et-vient entre des propositions programmatiques élaborées nationalement, renvoyées aux collectifs locaux, qui en discutent, les amendent. Deux assemblées générales nationales, avec des délégués des collectifs locaux, débouchent sur la plateforme que nous venons d'évoquer. Nous pensons que c'est la première fois que cela arrive dans l'histoire politique française. Nous connaissons le processus dans lequel des forces politiques se mettent ensemble et élaborent un programme. Le « programme commun de gouvernement » des années 1970 en est un exemple. Mais que la discussion ait lieu dans des collectifs locaux, entre militants des organisations impliquées et militants non organisés, ça, c'était nouveau.

**Véronique Lamy** : J'ai personnellement participé à ces collectifs. Je peux dire que cela discutait et que c'était même parfois très chaud. Il y avait souvent une quarantaine de personnes pour rédiger des amendements, qui remontaient effectivement au national. Par exemple, les militants de la LCR voulaient absolument que soit mis en cause le système capitaliste. Il y avait donc une discussion souvent vive entre militants : fallait-il cibler le néolibéralisme ? Le système capitaliste en tant que tel ? Etc.

Il reste la question, pourquoi cela a-t-il capoté à l'époque ? Pour nous, l'objectif

7. Disponible sur commande à la société En avant, 15 Cité Popincourt 75011 PARIS (2€, port compris). « Il faut un front, c'est-à-dire une alliance de toutes les forces politiques et sociales de la gauche de transformation sociale, pour se battre ensemble, car, sans unité, il n'y a pas de dynamique capable de briser la résistance des possédants. Il faut qu'il soit populaire, qu'il permette l'union de toutes les couches victimes des politiques néolibérales, de la classe ouvrière revenue sur le devant de la scène en montrant sa capacité à bloquer tout le système, en passant par toutes les catégories de travailleurs et travailleuses des villes et des campagnes. Il doit avoir un caractère révolutionnaire, pour que les ruptures soient profondes, durables, qu'elles se fassent en faveur des masses populaires et des peuples, au détriment des possédants de l'oligarchie. Ces trois caractères doivent être pris ensemble. »

8. Ce texte est disponible sur de nombreux sites. Voir par exemple : <http://hussonet.free.fr/charte29.pdf>

était de construire ces collectifs avec le souci de les implanter profondément dans le paysage, de poursuivre ce travail politique de front, entre les organisations politiques, sociales, aussi bien au niveau local que national. Ce qui, de mon point de vue, a biaisé les choses, ce sont les élections. Pour notre part, nous nous sommes refusés à entrer dans le débat sur les candidatures. Nous pressentions que cela allait diviser. À l'époque les conditions d'un accord « gagnant-gagnant » pour tout le monde ne nous paraissaient pas réunies. C'était trop tôt ! Une expérience politique et sociale, au sens où il y avait des militants syndicaux, associatifs, et des militants politiques, a été tuée dans l'œuf.

*Savoir/agir : Qui considérez-vous comme responsables de cet échec ?*

Il y a deux aspects dans notre analyse. D'abord la situation objective, c'est-à-dire la période électorale. Elle surdétermine la vie politique. Certains diront que cela était plus simple pour nous, car les enjeux d'une campagne présidentielle, suivie par les législatives, ne sont pas aussi importants pour un parti comme le nôtre que pour les partis qui ont des positions électorales, des élus, à défendre. Mais nous pensons aussi qu'il n'y pas de raccourci quand il s'agit de construire une alternative politique unitaire. Dans ce domaine. Il faut prendre son temps. Peut-être cet échec était-il nécessaire pour que tout le monde se trouve face à ses responsabilités : « Nous avons gâché quelque chose. Que faisons-nous maintenant ? »

Cela a pris plus d'une année. Qu'est-ce qui nous a permis d'en sortir ? Deux choses en fait. Le plus important, c'est la nécessité de résister à la politique de Sar-

kozy-Fillon, qui avaient annoncé qu'ils nous feraient payer la crise. Et pour nous, qui sommes attentifs au mouvement des peuples des colonies françaises, il y a eu la dynamique du mouvement social et politique en Guadeloupe contre la *profitation*<sup>9</sup>, qui s'est d'ailleurs étendu aux autres colonies, notamment la Martinique. C'était un mouvement populaire, associant différentes forces, qui a réussi à mobiliser massivement la population. Tout le monde était concerné, qu'il soit pour ou contre.

À l'occasion de la manifestation du 19 mars 2009, la première grande manifestation à Paris, contre la politique de Sarkozy, pratiquement toutes les forces politiques à gauche du PS, ont réussi à adopter une déclaration commune, avec le NPA. S'ajoute à cela le fait, qui est notre marque de fabrique à nous, que la question coloniale n'est pas close et que la crise coloniale vient s'ajouter à la crise générale de l'impérialisme français.

*Savoir/agir : Cette question ne revient-elle pas sous une autre forme, les Grecs, les Chypriotes et même les Espagnols ne sont-ils pas tout près de dire que les rapports en Europe ont un caractère colonial ?*

Tout à fait. En Afrique aussi, il existe un courant important qui parle de « recolonisation ». Ces questions ne sont pas toujours perçues comme importantes par l'opinion. C'est une de nos préoccupations dans les débats avec nos partenaires. Quand nous avons élaboré la Charte, nous avons insisté sur la nécessité de rompre avec la politique africaine

9. Le mouvement *Kont pwofitasyon* (contre la *profitation*) a démarré en janvier 2009 en Guadeloupe.

de la France, connue sous le nom de *Françafrique*, si on voulait rompre avec le néolibéralisme. On ne peut pas à la fois combattre l'influence de la finance et ne pas voir que tout ce qui concerne le système bancaire des anciennes colonies en Afrique est décidé à Paris. On ne mesure pas toujours le fait que cette question est partie intégrante de la problématique antilibérale.

*Savoir/agir : Quels ont été les débats internes chez vous quand il s'est agi de passer de la participation aux collectifs du non à un front électoral, même si le Front de gauche n'est pas que cela ? Comment votre organisation a-t-elle évolué sur le plan idéologique et organisationnel ? À l'égard de sa base sociale ?*

Ce qui s'est passé autour de la Charte a été une véritable école politique pour nos militants. Au sens suivant : « nous avons nos convictions, nous devons essayer de les faire partager, en même temps il faut nous préparer à des compromis ». Mais on ne fait des compromis que si on est convaincu qu'ils vont dans le sens de l'objectif visé et qu'ils sont nécessaires dans un contexte donné. Il y a des risques. Par exemple, peut-on encore croire que la classe ouvrière seule arrivera à transformer la société ? Des personnes le pensent encore. C'est l'ouvriérisme, qui considère non seulement qu'on peut se passer d'alliés mais que les alliés peuvent être dangereux parce qu'ils vont trahir et introduire des idées petites-bourgeoises dans la classe ouvrière.

*Savoir/agir : De telles idées ne vous ont jamais effleurés ?*

Pour nous, le centre reste évidemment la classe ouvrière. Mais, parallèlement,

nous avons fait tout un travail autour de la question de la démocratie. Dans les années 1980, nous avons par exemple l'Union de résistance populaire (URP)<sup>10</sup>, qui était antifasciste, pour la démocratie, qui avait vocation à s'implanter dans tous les milieux sociaux. Elle s'adressait à la petite bourgeoisie intellectuelle, aux enseignants, etc. C'était déjà un travail de front en direction de ces couches et sur les questions de l'impérialisme et du fascisme. Dans les années 1990, nous avons participé activement aux regroupements antinucléaires, notamment à SOS Tahiti, où nous avons travaillé avec des libertaires, des Verts, des membres du PCF, etc. Nous avons donc toujours mené ce travail de front sur des questions spécifiques. Il y a donc une continuité.

*Savoir/agir : Quand vous avez signé l'appel très large : « Allons ensemble aux régionales » en octobre 2009, c'est vous qui avez demandé à être partie prenante ou est-on venu vous chercher ?*

Du fait de notre orientation en faveur des fronts, nous avons des liens avec d'autres organisations. Nous avons notamment depuis longtemps des points communs avec les Alternatifs. Nous avons donc notre propre existence mais on nous connaissait aussi pour notre travail politique. Les échecs des uns et des autres font aussi que la tendance à l'ostracisme à notre égard, à vouloir nous exclure, s'est atténuée. Un exemple : dans les années 1980, les militants identifiés comme membres du PCOF avaient beaucoup de mal à être élus à des responsabilités syndicales. C'est beaucoup moins le

10. Union de résistance populaire contre la réaction, le fascisme et la guerre. Son journal s'appelait « Liberté, j'écris ton nom ».

cas depuis des années, d'autant que notre ligne a toujours été le renforcement des syndicats.

*Savoir/agir : Des syndicats ou de la CGT ?*

Au début, certains de nos membres étaient à la CFDT. Mais avec le tournant et la chasse aux « coucous » dans les années 1980<sup>11</sup>, nous avons privilégié la CGT, parce que c'était le syndicat le plus influent dans la classe ouvrière. Nous avons même travaillé au ralliement de sections CFDT à la CGT. Nous y avons en quelque sorte « gagné des galons » à cause de notre constance dans le travail syndical et parce que nos militants sont connus pour « faire ce qu'ils disent ». C'est important pour les forces politiques avec lesquelles nous travaillons de savoir à qui elles ont affaire. Dans les périodes de creux – rappelons-nous que certaines années, s'il n'y avait pas eu les organisations de travailleurs des pays étrangers, les défilés du Premier mai auraient été bien maigres ! – l'idée de sortir des divisions, de l'organisation séparée des groupes sociaux au bénéfice de fronts, que nous défendions, a été mieux acceptée. Dans les années 1980, l'expérience vécue disait plutôt que la classe ouvrière « payait » pour les autres. C'était le cas par exemple avec l'idée de « partager le travail » très présente dans les lois Auroux, bien avant les 35 heures. Certaines couches sociales pouvaient y trouver leur compte – l'augmentation du « temps libre » par exemple – car

cela correspond à une aspiration. Mais dans les usines, cela s'est traduit par une exploitation plus forte. La réalité vécue par les ouvriers, c'est que la charge de travail est la même mais doit être faite en moins de temps. Le discours officiel était donc à l'amélioration des conditions de travail mais l'ouvrier n'y trouvait pas son compte. Il pouvait y avoir de fortes contradictions dans les revendications selon qu'on était par exemple ouvrier ou enseignant ou salarié du public. Il fallait alors se faire comprendre par tous, dégager l'intérêt commun, qui est forcément politique et pas seulement économique. C'est toute la question de l'alternative. Et cela inclut la question du rapport de la lutte pour la défense des intérêts ouvriers et populaires, avec les élections.

Sans doute, à nos débuts, avons-nous eu une attitude un peu négative dans ce domaine, qu'on peut résumer par « élections trahison » ou « élections piège à cons ». Je parle des années 1970. Certes, nous ne l'avons jamais écrit mais il faut reconnaître que dans le climat de l'époque, il existait encore des organisations révolutionnaires qui raisonnaient ainsi. Mais très vite, nous avons compris qu'un parti politique, quelle que soit sa force ou sa capacité à agir sur la réalité, devait prendre position par rapport à la question électorale. Une organisation qui se veut un parti politique sait qu'on écoute ce qu'il dit et qu'il doit donc proposer des critères. Nous avons donc appelé selon les cas à voter pour le PCF, pour la LCR, bref, « le plus à gauche possible ». Mais nous avons toujours considéré les élections comme un moment politique.

*Savoir/agir : Si on distingue une gauche purement protestataire et une gauche tout aussi radicale mais qui aspire à gouverner, où vous situez-vous ?*

11. C'est le nom péjoratif que la direction de la CFDT donnait à l'époque aux militants révolutionnaires, notamment ceux qui avaient des responsabilités syndicales. Il y eu des vagues d'exclusions à l'époque dont certains de nos camarades ou des sympathisants ont été victimes.



Dans la deuxième, bien sûr. Nous lutons pour le pouvoir et c'est une question de fond pour nous. Un parti politique existe parce qu'il considère que le problème de fond, c'est celui du pouvoir. Il cherche donc à occuper tous les espaces politiques permettant de faire avancer ses idées. Il faut être là ! Évidemment sans tomber dans l'électoratisme.

*Savoir/agir : Vous n'avez pas connu de grands clivages ou de scissions sur cette question ?*

Non, nous n'avons d'ailleurs pas connu du tout de scission jusqu'ici. Nous avons adopté notre programme de front populaire révolutionnaire en janvier 2011 et avons demandé à adhérer au Front de gauche, qui est sur cette ligne de conquête du pouvoir. Quelques mois plus tard, en octobre de la même année, nous avons intégré le Front de gauche. Nous l'avons fait sur la base de l'expérience vécue avec ses composantes pour les régionales de 2009 – et que celles-ci ont vécue de leur côté, bien sûr.

*Savoir/agir : Comment les discussions préalables se sont-elles passées ? Vous a-t-on objecté de vous qualifier de marxistes-léninistes ? De considérer les autres comme des révisionnistes ?*

Non. Personne ne nous a demandé de renoncer à nos références idéologiques et nous ne demandons pas aux autres organisations ou partis de renoncer à leurs références. D'ailleurs, si vous suivez notre presse, vous vous rendrez compte que nous utilisons moins le terme de « révisionniste ». Pourquoi ? Réviser pour nous, c'est réviser le marxisme-léninisme. Or, sur l'échiquier politique français, personne ne révisé plus

le marxisme-léninisme, le considérant comme dépassé. On ne révisé pas ce qu'on a abandonné ! C'est un peu faute de combattants ! Évidemment le danger du révisionnisme continue d'exister sur le plan idéologique. Cela reste une forme spécifique d'opportunisme.

Concrètement, nous avons fait notre demande en juin 2011, bien sûr après des discussions au sein de notre parti. Nous avons envoyé notre plateforme à toutes les forces politiques du Front de gauche avant d'y entrer pour qu'elles sachent qui elles allaient intégrer.

Il y a aussi notre journal. Il nous permet de faire connaître nos positions. Nos futurs partenaires savaient donc qu'il existe des positions sur lesquelles nous ne transigerions pas. De notre côté, nous pensons que l'unité est un combat. Elle ne peut pas se faire sur la base du plus petit dénominateur commun. C'est un combat politique où tout le monde est conduit à faire des compromis. Il faut évidemment éviter que ce soient toujours les mêmes qui les fassent, ce qui dépend aussi du poids de chaque partenaire. Vous pouvez être convaincus de la justesse de votre position sans être capable pour autant de l'imposer, plus exactement de la faire partager.

*Savoir/agir : Combien de temps cette phase de délibération a-t-elle duré ? Vous n'avez jamais songé à entrer à la Fase par exemple ?*

Non, mais on nous a invités à le faire. Nous pensons que le Front de gauche a plus à gagner si les organisations viennent avec leur apport spécifique, qu'elles mettent au pot commun, plutôt que de précipiter des fusions qui auront pour résultat d'appauvrir le débat. Nous en sommes convaincus. Nous disons

à ceux qui nous sollicitent : à partir du moment où vous trouvez que ce que nous faisons est intéressant, nous préférons continuer à travailler à l'unité plutôt que de commencer les discussions pour une éventuelle fusion.

Certaines organisations du Front de gauche ne nous connaissaient pas du tout, d'autres nous connaissaient sous un certain angle. Au cours de notre « audition » par le Front de gauche, on nous a dit tout de suite : tout le monde est d'accord pour que vous entriez. En fait, il n'y a pas eu de vraie discussion, mais tout le monde avait les éléments pour se faire une opinion.

*Savoir/agir : Où en êtes-vous de votre propre développement ?*

Une des caractéristiques du PCOF, c'est la stabilité de la direction. Il y a une continuité, sans scission ni courant. En ce moment, nous sommes plutôt dans une phase où nous gagnons des adhérents, en particulier des jeunes.

*Savoir/agir : Comment faites-vous pour les intégrer, alors que d'autres partis connaissent un turn over important ?*

La base de l'adhésion, ce sont le programme et les statuts. Il y a ensuite une année de stage où la personne participe à la vie interne du parti. Le bilan est fait au bout de cette période, des deux côtés.

Nous insistons beaucoup sur la formation. Beaucoup de ceux qui s'intéressent à nous n'ont pas eu d'activité politique antérieure. Ce ne sont généralement pas des déçus d'autres partis, du PCF par exemple. Ce qui les attire, c'est souvent le travail syndical que font nos camarades. Mais il y a aussi le carac-

tère et la pratique internationalistes de notre parti. Un exemple : nous avons fait des réunions sur le Mali, en liaison avec notre journal « *La Forge* ». Le public était varié, avec une forte présence d'ouvriers, avec notamment des travailleurs immigrés, ce qui n'est pas toujours facile à obtenir. Nous avons discuté de la question de l'impérialisme français au Mali et avons expliqué pourquoi nous étions contre son intervention militaire. Dans les discussions, la question de la lutte contre l'Accord national interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2013 est venue tout naturellement. Autrement dit, le lien entre la lutte de classes en France et la dimension internationale se faisait concrètement.

Ce qui a certainement contribué à nous faire connaître plus largement ces dernières années, avant même notre engagement dans le Front de gauche, c'est la lutte des travailleurs sans papiers. Cela a été l'occasion d'un engagement concret de nos camarades. Cela rejoint nos discussions sur la classe ouvrière. Aujourd'hui, celle-ci comprend une importante composante venue d'Afrique. Nous ne tombons pas dans le travers de dire : « C'est ça la classe ouvrière, les immigrés sont une avant-garde ». C'est une thèse maoïste. En revanche, ce qu'il faut développer, c'est l'idée que ces immigrés, hommes et femmes, sont d'abord des travailleurs. Obtenir leur régularisation revient à obtenir qu'ils puissent prendre part au combat général de la classe ouvrière, comme n'importe quel autre travailleur.

C'est évidemment aussi un travail à faire avec eux, pour élever leur conscience d'exploité. En fait, ils vivent l'ANI depuis des années du fait de la surexploitation dont ils sont victimes. Le non-droit est leur lot quotidien.

*Savoir/agir : Avez-vous réussi à en faire des militants politiques ?*

Ils deviennent généralement d'abord des militants syndicaux avec une expérience de lutte. C'est d'ailleurs une contribution importante au renforcement de la CGT. Ils se sont battus alors que tout – l'absence de droits notamment – les poussait à ne pas le faire. Sarkozy est arrivé au pouvoir en 2007 avec l'idée qu'il allait tous les expulser. Deux mois après, les premières grèves de sans-papiers commencent à Massy, à Viry-Châtillon jusqu'aux vagues de plusieurs milliers de grévistes.

Nous menons aussi un travail politique pour que les plus conscients d'entre eux rejoignent le parti ou du moins participent à la lutte politique. Leur présence organisée, dans les mobilisations du Front de gauche en est une preuve. ■